



deshayes.bruno@yahoo.fr

Contribution de Bruno DESHAYES

Les responsables politiques doivent être à l'écoute des citoyens

Les résultats des votes du 22 Avril 2012 devraient inciter les politiques à admettre qu'au fil du temps le système économique, financier et social tel que nous le connaissons est quelque peu en fin de course, proche de la rupture.

Les résultats électoraux du FN, autour de 18%, même si leur interprétation laisse place à des réflexions assez peu scientifiques et quantifiables, reflètent certainement une crise de désespoir d'une population hétérogène : Personnes âgées, souvent dans la misère, jeunes privés d'emploi, cadres surmenés, commerçants, artisans et agriculteurs qui se disent accablés de « charges » (contributions sociales), nostalgiques de « vieilles traditions », gens flattés par la xénophobie et le racisme et peut-être aussi des gens ordinaires sans problèmes particuliers qui veulent dire « vous allez voir ce que vous allez voir », jeu dangereux... L'histoire nous démontre que des responsables politiques élus sont devenus de redoutables dictateurs, ils ne l'avaient d'ailleurs pas caché avant de gouverner.

Face à cette situation française, la ville de Nantes en sort la tête haute avec un climat politique modéré, présentant une image équilibrée, quoique le FN a monté entre 2007 et 2012, mais cela n'a peut-être pas de signification réelle. Les élus locaux peuvent s'enorgueillir de cette situation et se dire « ici tout va bien ». Ce qui serait une erreur car quand on regarde les résultats du département et surtout de la région, du grand ouest, c'est déjà moins flatteur, donc il ne faut surtout pas en tirer de triomphalisme.

Tout ceci met en cause le système de la démocratie de notre pays, qui, si elle est enviable en regard de bien des nations du monde, n'est pas parfaite, loin de là. Bien sûr nous avons la chance de vivre en France et en Europe mais tout cela est fortement perfectible. Les élus politiques, qui cumulent bien souvent trop de mandats, qui sont aussi placés sous la pression des résultats à brève échéance, qui sont protégés par leurs immunités parlementaires s'accroissent de conduire les affaires sans réellement chercher à repenser l'environnement économique, financier, social, moral, environnemental. Ils n'en ont pas le temps et ça leur paraîtrait être tellement éloigné des préoccupations immédiates des électeurs.

Les changements ne peuvent pas forcément se réaliser dans un délai très court sauf en cas d'insurrection, toujours possible. Il devient nécessaire pour les élus de mettre notre société en perspective, de penser à plus long terme qu'ils ne le font aujourd'hui, sinon nous allons droit dans le mur...

Je pense qu'un des rôles importants du Conseil de Développement, qu'on qualifie parfois « d'assemblée de sages », est d'infléchir la manière de penser et de fonctionner des élus. D'être une des réserves d'idées à appliquer (Le terme think tank » fait un peu bidon sans jeu de mots...) et surtout pas une chambre d'enregistrement des décisions politiques.

Souvent l'incitation a été évoquée à ne pas être passif, à bousculer les idées, à être innovant. Plus que jamais il faut inciter les élus à se remettre en cause, à ne pas se couler dans le moule du mandat pour un moment de confort, que les paroles ne suffisent pas, que des actes doivent être conduits. Eh oui... parfois au détriment de l'avantage personnel de l'élu. Les responsables politiques disent tous qu'ils sont au service du peuple, au service de la France et que leur carrière personnelle importe peu, que ce n'est pas l'argent et l'ivresse du pouvoir qui les guide, qu'ils le démontrent.

Gare à l'énième avertissement reçu dimanche 22 avril, quand on sera arrivé à l'ultime énième, on ne sait quand, la situation pourrait devenir explosive. Les aspirations de base du peuple sont légitimes : travail, logement, vie décente. Une collectivité qui ne garderait que l'aspect régalien en se débarrassant du reste ne peut pas fonctionner, l'ambition collective n'est pas de construire des prisons. Les grands secteurs tels que l'éducation, les énergies, l'eau, la santé, l'environnement, la police et la justice doivent revenir ou rester dans le giron public.

Je crois vraiment que nous n'avons plus beaucoup d'alternative. La démocratie directe n'est pas facile à mettre en œuvre, cependant en ajouter un peu à la démocratie représentative et avoir une réelle influence sur les élus me paraît indispensable à la préparation d'un avenir meilleur. Que la population ait aussi le sentiment que nous allons vraiment vers une amélioration et non une dégradation qu'on a trop longtemps entretenue comme étant inéluctable.